

Service Prévention des Risques Anthropiques
Pôle Risques Accidentels
5 rue Hinzelin
CS 50551
57009 METZ CEDEX

Metz, le 19 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FOCAST

Chemin du Closot
52100 Saint-Dizier

Références :
Code AIOT : 0005702454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement FOCAST implanté Chemin du Closot 52100 Saint-Dizier. L'inspection a été annoncée le 26/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FOCAST
- Chemin du Closot 52100 Saint-Dizier
- Code AIOT : 0005702454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site FOCAS implanté à Saint-Dizier est une fonderie spécialisée dans la production de pièces en fonte grise à graphite lamellaire pour le secteur de l'énergie et du sanitaire (chauffage, adduction...), les engins de travaux publics et les machines agricoles.

L'installation est autorisée sous couvert de l'arrêté préfectoral n°650 du 11 janvier 2007 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Marquage des équipements sous pression	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L557-4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
2	Dossier de fabrication	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
5	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet
6	Requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Sans objet
7	Etat des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2	Sans objet
9	Suivi en service des équipements sous pression	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis lors de cette inspection portent sur l'exploitation des équipements sous pression du site. Les points de contrôle étudiés par sondage à l'occasion de cette inspection ont révélé des écarts au niveau du suivi des équipements sous pression.

Il a été notamment constaté des non-conformités au niveau des dossiers d'exploitation, des accessoires de sécurité, de la formation du personnel et du marquage des équipements sous pression. Certaines non-conformités ont été levées par l'exploitant dans les jours suivants l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : La liste présentée le jour de l'inspection est incomplète. En effet, le type et le régime de surveillance, exigés par l'article 6-III de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples, ne sont pas indiqués. La liste des équipements sous pression transmise par courriel après l'inspection le 03/11/2025 comprend désormais l'ensemble des informations requises à l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dossier de fabrication

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication : <ul style="list-style-type: none">- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. [...]
Constats : L'examen a été mené par sondage. Les informations relatives à la fabrication des équipements sous pression suivants ont été consultés : <ul style="list-style-type: none">- récipient SCO n°01.202 (PS = 10 bar, volume = 10000 litres, fluide air) : état descriptif, identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage,- réservoir SPIROS n°20933 (PS = 8 bar, volume = 5000 litres, fluide air) : état descriptif, identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage,- récipient ABC n°33704 (PS = 12 bar, volume = 1000 litres, fluide air) : notice d'instruction, plans et identification des paramètres de réglage des accessoires de sécurité,- récipient SICC tech type 370/20049 n°1803320001 (PS = 8 bar, volume = 370 litres, fluide air) : notice d'instruction, plans et identification des paramètres de réglage des accessoires de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. [...] Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : <ul style="list-style-type: none">- pour tous les équipements :- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis.
Constats : L'examen a été mené par sondage. Les informations relatives à la fabrication des équipements sous pression suivants ont été consultés : <ul style="list-style-type: none">- récipient SCO n°01.202 (PS = 10 bar, volume = 10000 litres, fluide air) : registre, compte rendu d'inspection périodique n°3-185118 du 13/08/2020, attestation de requalification périodique n°24677134/S1.1.2.RQ du 24/12/2024- réservoir SPIROS n°20933 (PS = 8 bar, volume = 5000 litres, fluide air) : registre, compte rendu d'inspection périodique n°3-117978 du 28/07/2015, attestation de requalification périodique n°24677134/S1.1.1.RQ du 24/12/2024- récipient ABC n°33704 (PS = 12 bar, volume = 1000 litres, fluide air) : compte rendu d'inspection périodique n°3-136490 du 04/08/2016, attestation de requalification périodique n°359450298.4.RQ du 24/12/2024- récipient SICC tech type 370/20049 n°1803320001 (PS = 8 bar, volume = 370 litres, fluide air) : absence d'information relative à l'exploitation En conséquence, le dossier d'exploitation des réservoirs ABC n°33704 et SICC tech type 370/20049 n°1803320001 ne présentent pas de registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.</p> <p>Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le personnel chargé de l'exploitation des équipements sous pression répondant aux critères de l'article 7 (soumis à déclaration de mise en service) est formellement reconnu apte à leur conduite.</p> <p>Une « autorisation d'intervention sur des équipements sous pression » pour un membre du personnel a été transmise après l'inspection le 05/11/2025. Cependant, cette autorisation ne mentionne pas la conduite et l'exploitation des équipements sous pression.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. [...]
Constats : L'ensemble des comptes-rendus d'inspection périodique examinés pour les équipements cité dans les point 2 et 3 conclut à la conformité des équipements. Les périodicités des inspections ont été respectées. A noter que les périodicités des contrôles réglementaires n'était pas respectées avant 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : <ul style="list-style-type: none">- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. [...]
Constats : L'ensemble des attestations de requalification périodique examinées pour les équipements cités dans les points 2 et 3 conclut à la conformité des équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Etat des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que les parties visibles des récipients SCO n°01.202, SPIROS n°20933, ABC n°33704 et SICC tech type 370/20049 n°1803320001 sont maintenues en bon état et que ces équipements sont à jour de leurs contrôles réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.[...]V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.[...]Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.
Constats : L'examen a été mené par sondage. Le récipient SCO n°01.202 (PS = 10 bar, volume = 10000 litres, fluide air) est protégé par trois soupapes NGI 024449024, NGI 024449015 et NGI 023603264 respectivement tarées à 8,1 bar, 8,2 bar et 7 bar. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le dimensionnement (notamment la section) de ces soupapes est suffisant pour protéger efficacement le réservoir. En effet, les sections des soupapes doivent être suffisantes en termes de section et donc de débit pour évacuer l'air en cas de surpression. A noter que ces soupapes sont également destinées à protéger le réseaux d'air comprimé connecté au réservoir. Le réservoir SPIROS n°20933 (PS = 8 bar, volume = 5000 litres, fluide air) est protégé par une soupape NGI 023447368 tarée à 8 bar. Le récipient ABC n°33704 (PS = 12 bar, volume = 1000 litres, fluide air) est protégé par une soupape NGI 024449026 tarée à 11,4 bar. Le récipient SICC tech type 370/20049 n°1803320001 (PS = 8 bar, volume = 370 litres, fluide air) dispose d'un accessoire de sécurité (soupape). Cependant, cette soupape est tarée au-delà de la pression maximale admissible (PS) de l'équipement. En effet, la soupape présente sur l'équipement est réglée à 10 bar pour une PS de 8 bar. Le lendemain de l'inspection, l'exploitant a procédé au remplacement de cette soupape par une soupape réglée à 8 bar (NGI n°019584344). Des photos justifiant ce remplacement ainsi que la déclaration de conformité de la soupape ont été transmises. Par ailleurs, l'exploitant a été interrogé sur la présence de soupapes de sécurité ATM Instruments sur ces installations concernées par l'arrêté de retrait du marché et de rappel du 6 mars 2025. Il n'a pas été en mesure d'assurer qu'aucune soupape de ce type est présente sur ces installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Suivi en service des équipements sous pression

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R557-14-1
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - Les dispositions de la présente section s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression, définis aux articles R. 557-9-1 et R. 557-9-2, et des récipients à pression simples, définis aux articles R. 557-10-1 et R. 557-10-2, qu'ils soient ou non constitutifs d'un ensemble, et qui relèvent d'un au moins des points 1° à 6° ci-après : [...] 2° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 2 autre que la vapeur d'eau ou l'eau surchauffée, dont le produit PS x V de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 200 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre et PS au plus égale à 1 000 bars, et de ceux dont la pression maximale admissible est au plus égale à : a) 2,5 bars s'il s'agit d'appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; b) 4 bars pour les autres récipients ; [...] III. - Sont également soumis aux dispositions de la présente section : 1° Les accessoires sous pression installés sur les équipements mentionnés au I ; [...]
Constats : Il a été constaté la présence de 3 équipements sous pression contenant de l'air comprimé (groupe 2) connectés au récipient SCO n°01.202 (PS = 10 bar, volume = 10000 litres, fluide air). Ces 3 équipements ont les caractéristiques suivantes : - récipient (filtre) ROHRSYSTEM-TECHNIK GMBH type F60 n°4796/32, PS = 16 bar, V = 161 L, - récipient (filtre) ROHRSYSTEM-TECHNIK GMBH type F60 n°4796/33, PS = 16 bar, V = 161 L, - récipient (échangeur) CHAUMECA n°13320063, partie A : PS = 10 bar / V = 51 L, partie B : PS = 10 bar / V = 196 L Les récipients précités sont donc soumis au suivi en service. Or, aucun suivi en service n'est réalisé sur ces équipements. Après échange avec l'exploitant, il considère que ces équipements sont des accessoires sous pression du récipient SCO n°01.202. Il appartient à l'exploitant de justifier la qualification d'accessoire sous pression. A noter que conformément à l'article R557-9-1 du code de l'environnement un accessoire sous pression est défini comme suit : dispositif jouant un rôle opérationnel et dont l'enveloppe est soumise à pression. Par ailleurs, l'attestation de requalification périodique n°24677134/S1.1.2.RQ du 24/12/2024 du récipient SCO n°01.202 mentionne : Examen des accessoires sous pression : Sans Objet. En conséquence, le suivi en service n'a été réalisé ni en tant qu'équipements sous pression, ni en tant qu'accessoires sous pression. Suite à l'inspection, l'exploitant a mis hors service ces 3 équipements le 31/10/2025. Les bordereaux de consignation n°153, 154 et 155 mentionnant cette mise hors service ont été transmis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Marquage des équipements sous pression

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L557-4
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché, stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage.</p> <p>Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipement CHAUMECA (échangeur) n°13320063 fabriqué en 2014 ne présente pas le marquage (CE). Ce marquage doit être apposé avant la mise sur le marché de l'équipement.</p> <p>En conséquence, il existe un risque que cet équipement ne soit pas conforme aux exigences essentielles de sécurité.</p> <p>Par ailleurs, l'organisme notifié mentionné sur la plaque d'identification est la DRIRE. Or, en 2014, la DRIRE n'existait plus.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a mis hors service cet équipement le 31/10/2025. Le bordereaux de consignation n°153 mentionnant cette mise hors service a été transmis.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois